ERIC TOUSSAINT

LE SYSTÈME DETTE

HISTOIRE DES DETTES SOUVERAINES ET DE LEUR RÉPUDIATION

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Le système dette

Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation

De l'Amérique latine à la Chine en passant par la Grèce, la Tunisie et l'Égypte, la dette a de tous temps été utilisée comme une arme de domination et de spoliation. Le recours à l'endettement extérieur et l'adoption du libre-échange constituent à partir du XIXe siècle un facteur fondamental de la mise sous tutelle d'économies entières par les puissances capitalistes. La Grèce des années 2010 est un exemple supplémentaire d'un pays et d'un peuple privés de liberté sous le prétexte de rembourser une dette illégitime.

Cette dictature de la dette n'est pas inéluctable. En deux siècles, plusieurs États ont annulé leurs dettes avec succès. L'auteur analyse les répudiations réalisées par le Mexique, les États-Unis, Cuba, le Costa Rica et la Russie des soviets. Il met en lumière et actualise la doctrine de la dette odieuse.

Ce récit captivant donne les clés indispensables pour comprendre la mécanique implacable de la dette et l'évolution du monde capitaliste au cours des deux derniers siècles.

Eric Toussaint, historien et docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, est porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont *Bancocratie* (Éditions Aden). Il a notamment coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique créée en 2015 par la présidente du Parlement grec.

Éric Toussaint

LE SYSTÈME DETTE

Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation

Éditions Les Liens qui Libèrent

© Les Liens qui Libèrent, 2017

Remerciements

Dans la rédaction de ce livre, j'ai bénéficié d'une aide précieuse apportée par une vingtaine de personnes. Nathan Legrand, Claude Quémar et Pierre Gottiniaux ont constamment répondu à mes sollicitations tant au niveau de la recherche que de la rédaction. Ils ont effectué de manière systématique des relectures à différents stades de l'élaboration du manuscrit. Ils sont intervenus dans tous les chapitres. Sans leur apport, ce livre ne serait pas ce qu'il est. Daniel Munevar m'a également aidé dans la recherche de documents.

L'écriture de la partie consacrée au Mexique a été facilitée grâce à la collaboration de trois chercheurs mexicains : Victor Isidro, Alejandro Manriquez et Silvia Elena Meza. Les travaux que m'a communiqués le professeur Carlos Marichal du Collège de Mexico ont été également très utiles. Les deux chapitres concernant la Grèce ont bénéficié des commentaires de Thanos Contargyris, Olivier Delorme, Romaric Godin, Nikos Pantelakis, Yannis Thanassekos et Dimitra Tsami. Pour le chapitre relatif à l'Égypte, j'ai tenu compte des suggestions de Mokhtar Ben Afsa, Fathi Chamkhi, Omar Aziki, Alain Gresh, Gus Massiah et Dominique Vidal. Celui sur la Tunisie a été enrichi grâce à la relecture de Fathi Chamkhi et de Mokhtar Ben Afsa.

La partie traitant de la doctrine de la dette odieuse et de la pensée d'Alexander Sack a été révisée par Ilias Bantekas, Benjamin Lemoine, Emilie Paumard, Brigitte Ponet, Anouk Renaud et Renaud Vivien.

Dans la phase finale, Patrick Saurin et Damien Millet, avec lequel j'ai écrit 7 livres au cours des 15 dernières années, ont relu le manuscrit complet et ont proposé des corrections de formes. Patrick Saurin a rédigé la préface.

J'ai également été soutenu par les encouragements constants d'Henri Trubert, directeur de la maison d'édition Les Liens qui Libèrent.

Préface

Patrick Saurin

Éric Toussaint est un des meilleurs connaisseurs de la question des dettes publiques, non seulement du fait de sa réflexion théorique mais aussi et surtout par sa connaissance du terrain (Équateur et Grèce notamment). Avec ce livre, il nous fait parcourir l'histoire du monde du XIXe siècle à nos jours. Force est de constater que cette relecture, minutieusement étayée et documentée, rompt avec le discours dominant, qui, faut-il s'en étonner, est celui des puissants, dont les agissements sont précisément mis au jour dans cette étude.

En suivant méticuleusement et patiemment le fil rouge des dettes publiques, l'auteur nous propose un nouvel éclairage de l'histoire agitée des nations, de leurs relations compliquées et surtout de la logique qui les sous-tend.

Le rapport entre le Nord et le Sud est représentatif de cette mécanique consubstantielle au système capitaliste et à sa volonté de développement, d'extension et de domination. Les dettes publiques vont constituer un rouage essentiel de la stratégie mise en œuvre par le capitalisme. Le système dette comme outil de domination est en quelque sorte l'architecture économique du capitalisme.

Les exemples à l'appui de cette thèse ne manquent pas : la Tunisie, l'Égypte, le Portugal, Cuba, le Costa Rica, le Mexique, la Russie ou la Grèce (d'hier et d'aujourd'hui) viennent illustrer et confirmer l'analyse de l'auteur. Grâce à une approche très documentée, issue d'une critique des sources qui est un modèle du genre, celui-ci développe une analyse fouillée et magistrale de la doctrine de la dette odieuse, dont Alexander Nahum Sack a posé les bases. C'est aussi l'occasion pour Éric Toussaint de rappeler le rôle essentiel du CADTM dans la poursuite et l'approfondissement de la notion de dette odieuse.

Au fil des pages, une histoire peu connue, parfois rocambolesque mais toujours véridique, s'esquisse sous nos yeux. Avec Éric Toussaint, nous côtoyons ceux qui en ont été les acteurs. Il nous fait assister au savoureux dialogue qui eut lieu entre Emiliano Zapata et Pancho Villa le 4 décembre 1914 à Mexico. Il nous introduit dans la chambre d'hôtel de Walter Rathenau, ministre allemand des Affaires étrangères, le 16 avril 1922, quand les membres d'une délégation allemande, réveillés en pleine nuit par leurs homologues de la délégation russe voulant négocier un accord, se réunissent en pyjama à une heure du matin. L'accord qui sera signé le jour même est connu sous le nom de traité de Rapallo. Documents d'archives, comptes rendus officiels des échanges entre délégations, articles de presse sont autant de pièces de première main utilisées par l'auteur pour rouvrir les dossiers afin non seulement de critiquer les récits mensongers de la doxa dominante mais aussi de proposer une nouvelle version des faits, consciencieusement argumentée.

Au-delà de leur dimension narrative, tous ces éléments dessinent avec une fidélité scrupuleuse la vocation et les caractéristiques de ce qu'on peut qualifier de système dette.

Si les dettes publiques sont un prisme très fécond qui fait apparaître la réalité des rapports entre les États, entre la finance capitaliste et les peuples, entre les classes sociales, l'auteur souligne justement à la fin de son étude :

> Il ne suffit pas de répudier des dettes odieuses pour apporter une solution aux problèmes multiples de la société. Il n'y a aucun doute là-dessus. Pour que la répudiation des dettes soit réellement utile, il faut qu'elle fasse partie d'un ensemble cohérent de mesures politiques, économiques, culturelles et sociales qui permettent de faire la transition vers une société libérée des différentes formes d'oppression et d'exploitation.

La lutte contre les dettes odieuses, illégitimes, illégales et insoutenables doit s'inscrire dans le nécessaire combat contre toutes les formes de domination qui constituent l'essence même du capitalisme. Le livre d'Éric Toussaint est une contribution essentielle à ce combat.

CHAPITRE 1

Comment le Sud a payé pour les crises du Nord et pour sa propre soumission

Les crises de la dette de la périphérie sont liées aux crises qui éclatent dans les pays capitalistes les plus puissants et sont utilisées pour subordonner des États. Voici une mise en perspective historique des crises de la dette des pays de la Périphérie du XIXe au XXIe siècle. De l'Amérique latine à la Chine en passant par la Grèce, la Tunisie, l'Égypte et l'Empire ottoman, la dette a été utilisée comme un moyen d'accumulation de richesses et de domination des pays débiteurs, et ce, au profit des classes dominantes des pays du Nord.

La dette extérieure comme arme de domination

L'utilisation de la dette extérieure comme arme de domination a joué un rôle fondamental dans la politique impérialiste des principales puissances capitalistes au cours du XIXe siècle, et cela se poursuit au XXIe siècle sous des formes qui ont évolué. La Grèce, dès sa naissance, pendant les années 1820 et 1830, a été soumise entièrement aux diktats des puissances créancières (en particulier la Grande-Bretagne et la France). Haïti, qui s'était libéré de la France au cours de la Révolution et avait proclamé l'indépendance en 1804, a été de

nouveau asservi en 1825 au moyen de la dette[1]. La Tunisie endettée a été envahie par la France en 1881 et transformée en protectorat. Le même sort a été réservé à l'Égypte en 1882 par la Grande-Bretagne. L'Empire ottoman, à partir de 1881, a été soumis directement à ses créanciers (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, notamment)[2], ce qui a participé à son déclin. Au XIXe siècle, la Chine a été contrainte par ses créanciers de leur octroyer des concessions[3] et d'ouvrir entièrement son marché. La Russie fortement endettée aurait pu représenter aussi une proie pour des puissances créancières si la révolution d'Octobre n'avait pas abouti à la répudiation unilatérale des dettes en 1918.

Des différentes puissances périphériques[4] qui, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, pouvaient accéder au statut de puissance capitaliste impérialiste en réalisant un important développement économique, seul le Japon y est parvenu[5]. En effet, le Japon n'a presque pas eu recours à l'endettement extérieur et il a connu une forte croissance capitaliste autonome à la suite des réformes de l'ère Meiji (1868-1912). Il a importé les techniques de production occidentales les plus modernes de l'époque, tout en empêchant la pénétration financière étrangère sur son territoire, en refusant de recourir aux emprunts extérieurs et en supprimant sur place les entraves à

1. Voir Perchellet 2010. L'ordonnance du roi de France de 1825 énonce : « Article 2 : Les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la Caisse des dépôts et consignations de France en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 1er décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclament une indemnité. »

2. Voir Abellard 2013.

3. Les concessions étrangères en Chine sont, aux XIXe et XXe siècles, des territoires chinois sous contrôle étranger. Le régime des concessions en Chine a été établi par le traité de Nankin de 1842, le traité de la rivière Bogue de 1843, et divers traités bilatéraux avec les pays concernés. Ces traités ont été appelés traités inégaux par les Chinois, car signés sous la contrainte.

4. Périphériques par rapport aux principales puissances capitalistes européennes (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Belgique) et par rapport aux États-Unis : l'Empire ottoman, l'Égypte, l'Empire russe, la Chine et le Japon.

5. Adda 1996.

la circulation des capitaux autochtones. À la fin du XIXe siècle, le Japon était passé de l'autarcie séculaire à l'expansion impérialiste. Bien sûr, même si l'absence d'endettement extérieur a joué un rôle prépondérant, ce n'est pas le seul facteur qui a permis au Japon de faire le saut vers une expansion capitaliste vigoureuse et de mener une politique internationale agressive, le hissant au rang des grandes puissances impérialistes [1].

Inversement, alors que la Chine poursuit, jusqu'aux années 1830, un développement très important et constitue une puissance économique de premier plan, le recours à l'endettement extérieur a permis aux puissances européennes et aux États-Unis de progressivement la marginaliser et la soumettre. Là aussi, d'autres facteurs sont intervenus, tels que les guerres livrées par la Grande-Bretagne et la France pour imposer le libre commerce et l'exportation forcée de l'opium en Chine, mais le recours à la dette extérieure et ses conséquences néfastes ont été décisifs. En effet, pour rembourser des emprunts étrangers, la Chine a dû accorder des concessions territoriales et portuaires aux puissances étrangères. Rosa Luxemburg mentionne, parmi les méthodes employées par les puissances capitalistes occidentales pour dominer la Chine, le « système de la dette publique, d'emprunts européens, de contrôle européen des finances avec comme conséquences l'occupation des forteresses chinoises, ouverture forcée de ports libres et concessions de chemin de fer obtenues sous la pression des capitalistes européens » [2].

L'endettement des pays latino-américains dès leur indépendance

À partir des années 1820, les gouvernements des pays latino-américains, issus des guerres d'indépendance, se sont lancés dans une vague

1. À propos du passage du féodalisme au capitalisme au Japon, Anderson 1978, p. 261-289. Par ailleurs, Reinhart et Trebesch 2015 mentionne qu'effectivement le Japon n'a pas eu recours à l'endettement externe et s'en est mieux tiré que les autres.

2. Luxemburg 1969, p. 60.

d'emprunts. Les banquiers européens cherchaient avec enthousiasme des occasions d'endetter ces nouveaux États car cela leur était extrêmement profitable. Dans un premier temps, ces emprunts ont servi aux efforts de guerre pour garantir et renforcer l'indépendance. Dans les années 1820, les emprunts externes prenaient la forme de titres de la dette émis par les États par l'intermédiaire de banquiers ou de courtiers londoniens. Ensuite, à partir des années 1830, attirés par les hauts rendements, les banquiers français sont devenus très actifs et sont entrés en compétition avec la place financière de Londres. Au cours des décennies suivantes, d'autres places financières ont rejoint la compétition : Francfort, Berlin, Anvers, Amsterdam, Milan, Vienne… La manière utilisée par les banquiers pour prêter aux États limitait les risques auxquels ils s'exposaient puisque, en cas de suspension du paiement de la dette, c'étaient les détenteurs de titres – pour partie des rentiers membres de la petite bourgeoisie – qui étaient directement affectés. Il en aurait été autrement si les banquiers avaient prêté directement aux États [1]. Néanmoins, quand ces banquiers acquéraient eux-mêmes une partie des titres qu'ils cherchaient ensuite à vendre, il leur arrivait d'être mis en difficulté en cas de non-paiement. Par ailleurs, l'existence d'un marché des titres au porteur permettait aux banquiers de se livrer à de multiples manipulations leur procurant un rendement élevé.

Les titres étaient souvent vendus en dessous de leur valeur faciale [2]. Les banquiers qui émettaient l'emprunt empochaient par ailleurs une commission. Imaginons un pays qui cherchait à se financer en émettant des titres d'une valeur de 100 livres chacun. Ces titres

1. C'est ce qui est arrivé dans les années 1960 et 1970. Pendant cette période, les banquiers ont accordé directement des prêts. En 1982, lorsque la crise de la dette du tiers-monde a éclaté, ils se sont débarrassés des contrats grâce aux interventions des États impérialistes et du duo Banque mondiale-FMI, qui leur ont permis de revenir à la titrisation de la dette telle qu'elle s'était pratiquée tout au long du XIXe siècle et jusque dans les années 1930. Voir Toussaint 2004.

2. La valeur faciale est la valeur indiquée sur la « face » d'un actif financier. On parle aussi de « valeur nominale ». Par exemple, un titre mexicain de 100 dollars a une valeur faciale de 100 dollars même s'il a été acquis sur le marché secondaire des dettes au prix de 20 dollars.

pouvaient être vendus à un prix inférieur à leur valeur faciale, par exemple à 80 livres. La banque émettant les titres prélevait une commission, par exemple de 15 livres. Ainsi, pour un titre émis d'une valeur de 100 livres, le pays débiteur ne recevait que 65 livres. Mais les intérêts payés au détenteur du titre étaient calculés sur la valeur faciale. Donc, si les intérêts étaient de 6 %, le pays débiteur paierait chaque année 6 livres au détenteur du titre, ce qui, pour lui, représentait une bonne affaire puisqu'il n'avait déboursé que 80 livres : le taux d'intérêt réel était de 7,5 %. Pour l'État qui n'avait reçu que 65 livres, déduction faite de la commission prélevée par la banque, le coût devenait rapidement exorbitant.

Le recours à l'endettement extérieur s'est révélé désastreux pour les pays débiteurs, notamment parce que ces emprunts avaient été contractés à des conditions très favorables pour les créanciers. Les cessations de paiement ont été nombreuses et ont donné lieu à des représailles de la part des pays créanciers, lesquels ont utilisé à plusieurs reprises l'intervention armée pour obtenir le remboursement. Les restructurations de dettes ont chaque fois servi les intérêts des créanciers et des grandes puissances qui les appuyaient, et ont fait entrer les pays débiteurs dans un cercle vicieux d'endettement, de dépendance et de « développement du sous-développement », pour reprendre une expression de l'économiste André Gunder Frank [1].

L'arme de l'endettement a été utilisée contre les pays endettés comme moyen de pression et de subordination. Comme le relevait Rosa Luxemburg en 1913, les emprunts constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale [2].

Heureusement pour lui, le Mexique, est sorti victorieux de la confrontation avec ses créanciers en 1867 sous la présidence de Benito Juárez. Plus tard, dans la foulée de la révolution mexicaine, qui s'est amorcée en 1910, le paiement de la dette a été suspendu

1. Frank 1972.
2. Luxemburg, 1969, p. 89.

à partir de 1914 et en 1942 la plus grande partie de la dette a été annulée. Le Brésil a également affronté avec succès ses créanciers entre 1931 et 1943 (réalisation d'un audit de la dette et réduction de celle-ci d'environ 50 %), de même que l'Équateur en 2007-2009, sans oublier Cuba qui a résisté au Club de Paris[1] à partir de 1985. Alors que se prépare une nouvelle crise de la dette de l'Amérique latine, il est fondamental de tirer des enseignements des deux derniers siècles. Sans cela, on se condamne à revivre les tragédies du passé.

Les crises de la dette extérieure de l'Amérique latine du XIXe au XXIe siècle

Depuis leur indépendance dans les années 1820, les pays d'Amérique latine ont connu quatre crises de la dette.

– La première s'est déclarée en 1826, produite par la première grande crise capitaliste internationale qui s'est déclenchée à Londres en décembre 1825. Cette crise de la dette s'est prolongée jusqu'aux années 1850.

– La deuxième a débuté en 1876 et s'est terminée dans les premières années du XXe siècle[2].

– La troisième a commencé en 1931 dans le prolongement de la crise qui avait éclaté en 1929 aux États-Unis. Elle s'est achevée à la fin des années 1940.

– La quatrième, liée à la fois au tournant pris par la Réserve fédérale des États-Unis (FED) en matière de taux d'intérêt et à la chute du prix des matières premières, a éclaté en 1982. Elle s'est terminée en

1. Le Club de Paris est un groupe informel, formé par vingt et un pays créanciers, chargé depuis 1956 de renégocier – au profit des créanciers – la dette publique bilatérale (d'État à État) des pays endettés qui ont des difficultés de paiement.

2. Pour le Venezuela, qui a refusé de rembourser sa dette, la crise a abouti à une véritable épreuve de force avec les impérialismes nord-américain, allemand, britannique et français, qui envoyèrent en 1902 une flotte militaire multilatérale pour bloquer le port de Caracas et obtenir, par la politique de la canonnière, l'engagement vénézuélien de reprendre le remboursement des dettes. Le Venezuela n'a fini de payer cette dette qu'en 1943. Voir Medina 1996, p. 21-22, 37 et 50.

2003-2004 lorsque l'augmentation des prix des matières premières a accru fortement les revenus en devises. Les pays d'Amérique latine ont aussi profité de taux d'intérêt internationaux qui ont fortement baissé en raison des décisions de la FED, sur laquelle la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre se sont alignées à partir de 2008-2009, lorsque la crise bancaire a commencé au Nord.

À l'heure où ces lignes sont écrites, une cinquième crise se prépare, due à la forte baisse des prix des matières premières, qui a commencé en 2013-2014, et à l'évolution de l'économie des principales puissances impérialistes, qui incluent aujourd'hui la Chine (perspective d'une augmentation des taux d'intérêt décidée par la FED, possible éclatement de la bulle boursière… provoquant un rapatriement des capitaux vers les États-Unis, l'Europe et peut-être la Chine). La crise qui touche déjà Porto Rico[1] est un signe avant-coureur, mais c'est surtout le Venezuela et l'Argentine qui risquent de donner une ampleur d'importance à une nouvelle crise quand elle éclatera, avec pour particularité qu'une partie de leur dette est souscrite auprès de la Chine, nouvel acteur important en Amérique latine.

Les origines de ces crises et les moments où elles éclatent sont intimement liés au rythme de l'économie mondiale et, principalement, des pays les plus industrialisés. Chaque crise de la dette a été précédée d'une phase de surchauffe de l'économie des pays les plus industrialisés du Centre, au cours de laquelle il y a eu surabondance de capitaux dont une partie a été recyclée vers les économies de la Périphérie. Les phases préparatoires à l'éclatement de la crise, pendant lesquelles la dette augmente fortement, correspondent chaque fois à la fin d'un cycle long expansif des pays les plus industrialisés, sauf dans le cas présent car, cette fois-ci, on ne peut pas parler de cycle long expansif sauf en ce qui concerne la Chine. La crise est généralement provoquée par des facteurs externes aux pays périphériques endettés : une récession ou un krach

1. Voir Gottiniaux 2016.

financier frappant la ou les principales économies industrialisées, ou encore un changement de politique des taux d'intérêt décidé par les banques centrales des grandes puissances du moment.

Ce qui est affirmé plus haut est en contradiction avec la narration habituelle des crises[1], véhiculée par les grands médias et les gouvernants. Selon l'explication dominante, la crise qui a éclaté à Londres en décembre 1825, et qui s'est étendue à d'autres puissances capitalistes, résulte du surendettement des États latino-américains ; celle des années 1870, du surendettement de l'Amérique latine, de l'Égypte et de l'Empire ottoman ; celle des années 1890, qui a failli provoquer la faillite d'une des principales banques britanniques, du surendettement de l'Argentine ; celle des années 2010, du surendettement de la Grèce et plus généralement des pays que la pensée libérale dominante regroupe sous l'acronyme péjoratif PIGS : Portugal, Irlande, Grèce, Espagne (*Spain*). Cette narration est fausse.

Les crises de la dette et les ondes longues de l'économie capitaliste internationale

Il y a un rapport entre l'éclatement de ces quatre crises et les ondes longues du capitalisme. Les ondes longues du développement capitaliste depuis le début du XIXe siècle ont été analysées par plusieurs auteurs, parmi lesquels Ernest Mandel, lequel a fourni un apport substantiel, notamment au niveau de l'incidence du facteur politique sur le déroulement et le dénouement des ondes longues, apport qui reste à compléter[2]. Ernest Mandel propose la datation suivante pour les ondes longues (chaque onde longue étant composée d'une phase longue d'expansion forte et d'une phase longue d'expansion lente) de la fin du XVIIIe siècle au début du XXe siècle[3] (voir « Les ondes longues ») :

1. Voir notamment les écrits de Jean de Sismondi et de Tougan Baranovsky au XIXe siècle, de même que les grands titres de la presse et les discours des gouvernements européens de l'époque.
2. Mandel 2014.
3. Voir Mandel 1997.

– croissance forte à partir de 1793 se terminant par la grande crise de 1825 ;

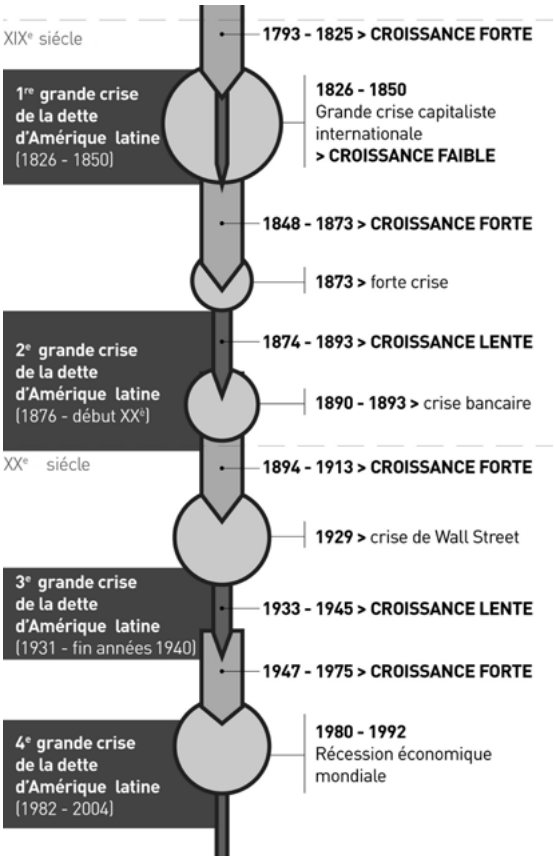
– croissance lente de 1826 à 1847 avec forte crise en 1846-1847 ;

– croissance forte de 1848 à 1873 avec crise forte en 1873 ;

– croissance lente de 1874 à 1893 avec crise bancaire en 1890-1893 ;

– croissance forte de 1894 à 1913 suivie de la première guerre mondiale.

Les phases d'expansion forte, comme les phases d'expansion lente, sont elles-mêmes subdivisées en cycles plus courts qui durent de sept à dix ans et se terminent par une crise.



Après le krach de la Bourse de Londres en décembre 1825, la première crise moderne de surproduction de marchandises ouvre en 1826 la voie à une phase longue d'expansion lente (1826-1847) et à la première crise de la dette de l'Amérique latine (qui débute en 1826-1827).

En 1873, le krach boursier de Vienne puis celui de New York provoquent la deuxième crise internationale de la dette. Les économies industrialisées entrent alors dans une longue période de dépression, de 1873 à 1893, tandis que l'Amérique latine est confrontée à la crise de la dette de la décennie 1870.

Comme lors des autres crises, le krach de la place boursière de Wall Street en 1929 et la dépression des années 1930 de l'économie mondiale sont accompagnés de la crise de la dette de l'Amérique latine. Mais cette fois-ci, elle aboutira à un scénario différent : après, notamment, la décision de non-paiement de la dette prise par quatorze pays du continent, cette crise débouche sur un essor industriel de longue durée dans les pays les plus importants (en particulier le Brésil et le Mexique), contrairement à la crise des pays du Centre.

La deuxième récession économique mondiale d'après-guerre (1980-1982), la baisse des prix des matières premières, et la hausse des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale des États-Unis (1979) déclencheront la quatrième crise internationale de la dette en 1982.

Les quatre premières crises ont duré de quinze à trente ans. Presque tous les États indépendants de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été touchés. La cinquième se prépare.

Au cours de ces crises, les suspensions de paiement ont été fréquentes. Entre 1826 et 1850, lors de la première crise, presque tous les pays ont suspendu leur paiement. En 1876, onze pays d'Amérique latine étaient en cessation de paiement. Dans les années 1930, onze pays du continent ont décrété un moratoire. Entre 1982 et 2003, le Mexique, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, le Brésil, l'Argentine, Cuba et d'autres ont suspendu le remboursement à un moment ou à un autre, pour une période de plusieurs mois ou de

plusieurs années. La suspension décrétée par l'Argentine entre la fin de 2001 et mars 2005 pour un montant d'environ 90 milliards de dollars a permis une croissance économique soutenue. La plupart du temps, les suspensions de paiement sont suivies par des restructurations de dette favorables aux intérêts des créanciers. Les exemples d'États périphériques qui répudient victorieusement leurs dettes sont très rares mais ils existent. C'est le cas du Mexique pendant le mandat du libéral Benito Juárez. Les cas où un État a organisé un audit de la dette afin d'en remettre en cause le paiement, comme l'Équateur en 2007-2008, sont tout aussi rares. L'exemple de ces pays est riche d'enseignements.

Les ondes longues dans l'évolution du capitalisme

Voici ce qu'en dit Michel Husson :

> La théorie des ondes longues avait déjà fait l'objet du chapitre 4 du *Troisième Âge du capitalisme* (Mandel, 1972) avant d'être développée à l'occasion d'une série de conférences données à Cambridge en 1978, qui ont conduit à la publication de *The Long Waves of Capitalist Development* en 1980. L'une des propositions essentielles de cette théorie est que le capitalisme a une histoire, et que celle-ci n'obéit pas à un fonctionnement cyclique. Elle conduit à une succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques, qui fait alterner phases expansives et phases récessives. Cette alternance n'est pas mécanique : il ne suffit pas d'attendre vingt-cinq ou trente ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué – et probablement à tort – à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production.
>
> L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de

> la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel [1].

En adaptant un peu la présentation chronologique d'Ernest Mandel, on peut dégager les périodes suivantes :

– 1789-1848 : période de la révolution industrielle, des grandes révolutions bourgeoises, des guerres napoléoniennes et de la constitution du marché mondial des biens manufacturés ; la phase ascendante de l'onde se situe entre 1789 et 1825, la phase de croissance lente entre 1826 et 1848 ;

– 1848-1893 : période du capitalisme industriel de « libre concurrence » avec une phase ascendante de 1848 à 1873 et une phase de croissance lente de 1873 à 1893 (longue dépression du capitalisme de « libre concurrence ») ;

– 1893-1940 : apogée de l'impérialisme classique et du capital financier ; la phase ascendante avec croissance forte va de 1893 à 1913, suivie de 1914 à 1940 d'une période de déclin du capitalisme, de l'époque des guerres interimpérialistes, des révolutions et des contre-révolutions ; c'est une phase de croissance lente avec des crises de très grande ampleur ;

– à partir de 1940 aux États-Unis et en Amérique latine et après la seconde guerre mondiale pour l'Europe débute une phase de croissance forte correspondant au troisième âge du capitalisme, qui suit les défaites subies par le mouvement ouvrier dans les années 1930. Cette phase de croissance forte (les Trente Glorieuses selon

1. Voir la postface de Michel Husson à Mandel 2014.

certains auteurs) prend fin aux États-Unis à la fin des années 1960 et en Europe au cours des années 1970. À partir du début des années 1980, on est entré dans une phase de croissance lente. La quatrième crise de la dette des pays d'Amérique latine (et plus généralement des pays dits en développement) s'amorce en 1982.

Selon Michel Husson :

> Depuis la publication du livre de Mandel, l'économie mondiale s'est profondément transformée. Avec la montée des pays dits « émergents », on assiste à un véritable « basculement du monde » dont on peut prendre la mesure à l'aide de quelques chiffres. Ainsi, les pays émergents ont réalisé en 2012 la moitié des exportations industrielles mondiales, alors que leur part n'était que de 30 % au début des années 1990. Depuis le début des années 2000, l'intégralité de la progression de la production industrielle à l'échelle mondiale a été réalisée dans les pays émergents. Le capitalisme semble ainsi trouver un second souffle en relocalisant la production dans des pays qui enregistrent des gains de productivité importants, et où le niveau des salaires est très faible. […]
>
> Raisonner sur les « vieux » pays capitalistes ou sur l'ensemble de l'économie mondiale, ce n'est plus du tout la même chose : la croissance de la production (y compris de la production industrielle), les gains de productivité et le développement de la classe salariée sont depuis le début du XXIe siècle au Sud. Il y a plus qu'une désynchronisation que l'on pourrait mettre au compte de facteurs spécifiques. […]
>
> Bref, ce qui est vrai pour les vieux pays capitalistes du Nord, à savoir l'incapacité de mettre en place les fondements d'une nouvelle « onde longue expansive », ne semble pas s'appliquer pleinement à toute une série de pays qui regroupent après tout une fraction significative de la population mondiale. On pourrait à la limite parler d'onde longue expansive en ce qui les concerne. Qu'il s'agisse d'un mode de croissance inégalitaire et barbare (qui évoque d'ailleurs l'essor de l'Angleterre au XIXe siècle) est une autre question : le point décisif est que dans les pays concernés, l'accumulation du capital et la croissance de l'emploi salarié font preuve d'un dynamisme impressionnant.

Ajoutons que la phase d'expansion forte des pays émergents (avec la Chine en tête) et d'un nombre important de pays en développement donne des signes de fléchissement ou d'essoufflement depuis 2014-2015 tandis que les économies des vieux pays industrialisés restent embourbées dans la poursuite d'une croissance lente.

Une des idées que nous avançons, c'est qu'il y a un rapport étroit entre les phases d'expansion forte et l'accumulation de dettes dans les pays périphériques (principalement des pays d'Amérique latine) favorisée par la volonté des économies capitalistes les plus fortes d'augmenter les flux de capitaux vers la périphérie (précisons qu'il faut ranger maintenant la Chine dans les économies capitalistes les plus fortes).Les crises de la dette dans les pays de la Périphérie sont consécutives au retournement de la phase de croissance forte, dont on peut dire sans exagérer qu'il provoque la crise de la dette. La période actuelle est une période charnière (sans croissance forte dans les économies capitalistes traditionnelles) qui pourrait déboucher sur une nouvelle crise de la dette des pays d'Amérique latine et d'autres pays périphériques (en Afrique et en Asie) – les premiers à être touchés seront les pays qui dépendent fortement de l'exportation de matières premières pour rembourser leur dette – s'ajoutant à celle des pays périphériques, ceux qui sont à l'intérieur ou aux marges de l'Europe (Grèce, Portugal, Espagne, Irlande, Chypre, Ukraine, autres pays de l'ancien bloc de l'Est, etc.) comme ceux de la sphère des États-Unis (Porto Rico).

CHAPITRE 2

La dette et le libre-échange comme instruments de subordination des pays d'Amérique latine depuis leur indépendance

Contrairement à ce que soutient la narration dominante, les crises de la dette en Amérique latine au XIXe siècle ne sont pas la cause des ennuis des banques du Nord. Dès la première crise de la dette en Amérique latine, directement liée à la crise boursière qui éclate à Londres, il est flagrant que la crise de la dette est le produit des politiques suivies par les banquiers européens. Par ailleurs, la combinaison du recours à l'endettement extérieur et de l'adoption du système du libre-échange constitue le facteur fondamental de la subordination de l'Amérique latine à partir du XIXe siècle.

La période des indépendances et le piège de la dette (1820-1850)

Entre 1820 et 1825, la Grande-Bretagne, en particulier la place financière de Londres, était agitée par une frénésie de prêts dans l'intention de réaliser de bonnes affaires. La spéculation atteint son acmé en 1824-1825. Les nouveaux États qui se créaient en Amérique latine, par suite des victoires militaires des indépendantistes contre la Couronne espagnole, étaient la destination favorite pour le surplus

de liquidités disponible à Londres. Les prêts octroyés au royaume de Poyais sont la meilleure illustration de cette frénésie. Un aventurier écossais, Gregor MacGregor[1], a réussi à faire vendre à la Bourse de Londres des titres d'un État inexistant, le royaume de Poyais, dont il était le monarque autoproclamé. En 1822, il a pu écumer le marché boursier de la City en plaçant des titres du royaume de Poyais pour une valeur de 200 000 livres sterling. Il a réussi à convaincre des colons britanniques de prendre la mer pour rejoindre son royaume imaginaire. Quand on commença à se rendre compte qu'il n'y avait pas de royaume, MacGregor avait filé à l'anglaise.

Le royaume et la république du Poyais

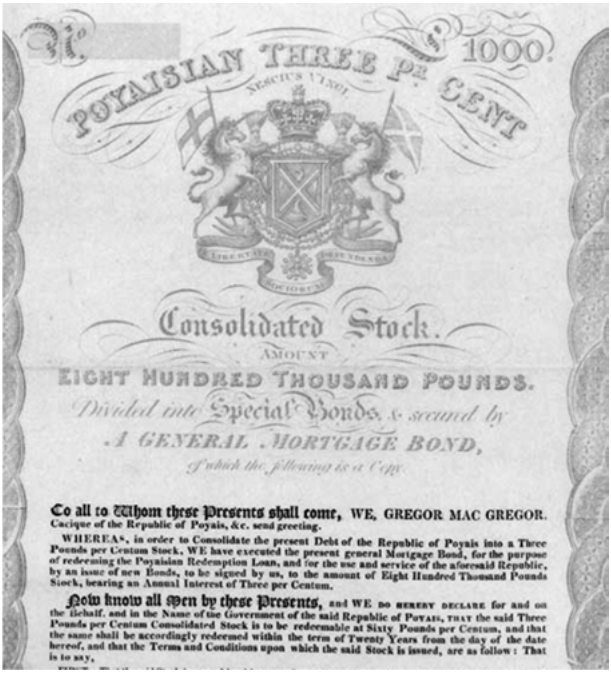
Gregor MacGregor avait été général en 1817 dans l'armée de libération de Francisco Miranda, prédécesseur de Simón Bolívar. Sa relation avec Bolívar[2] avait mal tourné. Après la séparation, il fit de la piraterie dans la mer des Caraïbes, avant de se rendre à Londres où il se proclama roi du Poyais, État qu'il situait sur la côte caraïbe du Nicaragua et du Honduras, en territoire des Miskito. En 1822, MacGregor lança une grande campagne de publicité en faveur des investissements dans le royaume du Poyais. Selon cette propagande, la capitale, Saint-Joseph, comptait vingt mille habitants. Elle était pourvue de rues pavées, d'un opéra, d'une cathédrale, d'une banque centrale, d'un parlement, d'un palais royal… Le climat était tellement sain que le pays était devenu un lieu de refuge pour les colons des Caraïbes désireux de se refaire une santé. Les habitants du Poyais étaient pro-britanniques et les futurs colons pouvaient compter sur trois récoltes de maïs par an. MacGregor fit imprimer des dollars du

1. Voir Marichal 1989, p. 50 ; Reinhart et Rogoff 2010, p. 114.

2. Simón Bolívar, né en 1783 à Caracas au Venezuela, et mort en 1830 à Santa Marta en Colombie, est un général et homme politique vénézuélien. Figure des luttes de libération en Amérique latine, il participa de manière décisive à l'indépendance des territoires formant actuellement la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Panama, le Pérou et le Venezuela. Bolívar participa également à la création de la Grande Colombie, dont il souhaitait qu'elle devînt une grande confédération politique et militaire regroupant l'ensemble de l'Amérique latine, et dont il fut le premier président.

royaume du Poyais qu'il distribua aux candidats colons en échange de livres sterling. Il vendit également des terrains. MacGregor avait le souci du détail : il avait octroyé à un cordonnier qui était prêt à faire le voyage le titre de chausseur de la Cour royale.

Publicité pour les titres de dette
du royaume du Poyais



No. 1000.

POYAISIAN THREE Pr. CENT

NESCIUS VINCI

LIBERTATE DEFENDENDA SOCIORUM

Consolidated Stock.

AMOUNT

EIGHT HUNDRED THOUSAND POUNDS.

Divided into Special Bonds, & secured by

A GENERAL MORTGAGE BOND,

of which the following is a Copy.

To all to Whom these Presents shall come, WE, GREGOR MAC GREGOR. Cacique of the Republic of Poyais, &c. send greeting.

WHEREAS, in order to Consolidate the present Debt of the Republic of Poyais into a Three Pounds per Centum Stock, WE have executed the present general Mortgage Bond, for the purpose of redeeming the Poyaisian Redemption Loan, and for the use and service of the aforesaid Republic, by an issue of new Bonds, to be signed by us, to the amount of Eight Hundred Thousand Pounds Stock, bearing an Annual Interest of Three per Centum.

Now know all Men by these Presents, and WE DO HEREBY DECLARE for and on the Behalf, and in the Name of the Government of the said Republic of Poyais, THAT the said Three Pounds per Centum Consolidated Stock is to be redeemable at Sixty Pounds per Centum, and that the same shall be accordingly redeemed within the term of Twenty Years from the day of the date hereof, and that the Terms and Conditions upon which the said Stock is issued, are as follow: That is to say,

Sur les deux cent cinquante colons qui s'y rendirent après avoir acheté des terres à MacGregor, environ quatre-vingt survécurent, dont cinquante rentrèrent en Grande-Bretagne en 1823. MacGregor ne les avait pas accompagnés.

En 1827, de retour à Londres après un séjour en France, MacGregor réussit encore à convaincre un banquier londonien d'émettre un emprunt pour la république du Poyais d'une valeur de 800 000 livres sterling. L'emprunt du royaume devenu république fut un fiasco.

Rien qu'en 1824-1825, en pleine euphorie économique, six cent vingt-quatre sociétés anonymes nouvelles furent créées à Londres dont quarante-six se spécialisèrent dans les transactions commerciales, le crédit et les investissements dans les mines d'Amérique latine. La fièvre financière et commerciale orientée vers l'Amérique latine était particulièrement importante puisque le capital de ces quarante-six sociétés représentait presque la moitié du capital total des six cent vingt-quatre sociétés nouvelles. Autre preuve de l'attrait exercé par l'Amérique latine : sur les 24 millions de livres sterling de titres de dette vendus sur la place financière de Londres en 1824-1825, un peu plus des deux tiers, soit 17 millions de livres sterling, l'ont été au nom des nouveaux États latino-américains [1].

En décembre 1824, à Ayacucho au Pérou, les indépendantistes latino-américains remportèrent la dernière grande bataille des guerres de libération qu'ils menaient depuis quinze ans contre la Couronne espagnole [2]. Du Mexique à l'Argentine naquirent de nouveaux États républicains. La Grande-Bretagne, qui faisait partie, depuis la défaite de la France napoléonienne, de la Sainte-Alliance regroupant les monarchies espagnole, russe, française, austro-hongroise et prussienne, était supposée s'opposer à l'affaiblissement d'un de ses alliés [3]. En fait, de plus en plus activement, le gouvernement de Londres épaulait en sous-main les indépendantistes afin d'accroître son emprise sur cette vaste région riche en potentiel minier, industriel, agricole et commercial. Que les États-Unis, concurrents de la Grande-Bretagne, aient reconnu en 1822 la Colombie indépendante a accéléré le changement de politique décidé par Londres qui voulait éviter de perdre une zone d'influence potentielle [4].

1. Par ailleurs, les deux emprunts grecs de 1824-1825 sur la place de Londres atteignaient la somme de 2,8 millions de livres sterling.

2. Cette bataille a été dirigée par l'indépendantiste Antonio Sucre, ami de Simón Bolívar.

3. Effectivement, entre 1815 et 1820, juste après la constitution de la Sainte-Alliance, la Grande-Bretagne avait retiré son appui aux indépendantistes latino-américains.

4. À partir de 1823, le gouvernement des États-Unis adopte la doctrine Monroe (du nom de l' ancien président républicain), elle condamne toute intervention

Simón Bolívar, un des principaux leaders latino-américains, l'avait bien compris. Alors qu'il se préparait à obtenir du crédit et des armes à Londres, il écrivait à Antonio Sucre en mai 1823 :

> L'Angleterre est la première intéressée par le succès de cette transaction car elle désire former une ligue avec tous les peuples libres d'Amérique et d'Europe contre la Sainte-Alliance, pour se mettre à la tête des peuples et diriger le monde. Il n'est pas intéressant pour l'Angleterre qu'une nation européenne comme l'Espagne maintienne une possession comme le Pérou en Amérique. Elle préfère qu'il soit indépendant avec un pouvoir faible et un gouvernement fragile. C'est pour cela que sous un prétexte quelconque, l'Angleterre appuiera l'indépendance du Pérou [1].

Les banquiers britanniques étaient tout disposés à prendre des risques en organisant des emprunts pour les nouveaux États, d'autant plus qu'ils n'étaient que des intermédiaires. Les titres des nouveaux États étaient vendus à la Bourse de Londres par leurs soins et leur assuraient d'importantes commissions. Alors que les taux d'intérêt pratiqués à Londres sur le marché interne au moment de l'octroi des prêts tournaient autour de 3 %, les taux imposés aux pays latino-américains s'élevaient en général à 6 % (le rendement réel était plus élevé) et les commissions diverses s'élevaient à environ 8 à 10 % de la somme effectivement perçue par les banquiers lors de la mise en vente des titres.

Une analyse des conditions imposées par les banquiers aux États emprunteurs indique clairement qu'elles sont léonines : taux d'intérêt exagérés, commissions diverses également abusives, montants

européenne dans les affaires « des Amériques ». En réalité, elle va servir à couvrir une politique de conquête de plus en plus agressive de la part des États-Unis au détriment des nouveaux États latino-américains indépendants, en commençant par l'annexion d'une grande partie du Mexique dans les années 1840 (Texas, Nouveau Mexique, Arizona, Californie). Rappelons que les troupes nord-américaines occupèrent la capitale, Mexico, en septembre 1847.

1. Lettre de Simón Bolívar à Antonio Sucre, 26 mai 1823, cité dans Marichal 1989, p. 24.

transférés très faibles par rapport aux montants empruntés[1]. Cinq banques londoniennes avaient la mainmise sur le marché des dettes latino-américaines : Barclay[2], B. A. Goldschmidt & Co., la banque Herring, Powles & Graham, Baring Brothers et Rothschild. Certaines d'entre elles détenaient des parts dans le capital des mines latino-américaines.

En décembre 1825 débutait la première grande crise mondiale du capitalisme, conséquence de l'éclatement de la bulle spéculative que la Bourse de Londres avait entretenue au cours des années précédentes. Cette crise a provoqué une chute de l'activité économique, entraîné de nombreuses faillites de banques et suscité une aversion pour le risque. Les banquiers britanniques, suivis par les autres banquiers européens, ont cessé d'accorder des prêts, que ce soit à l'étranger ou sur le marché intérieur. Les nouveaux États, qui comptaient financer le remboursement de leurs dettes en procédant à de nouveaux emprunts à Londres ou à Paris, ne trouvaient plus de banquiers disposés à leur prêter de l'argent. La crise de 1825-1826 a affecté toutes les places financières d'Europe : Londres, Paris, Francfort, Berlin, Vienne, Bruxelles, Amsterdam, Milan, Bologne, Rome, Dublin, Saint-Pétersbourg… L'économie est entrée en dépression, et des centaines de commerces et de manufactures ont fait faillite. Le commerce international a fortement fléchi.

Il est très important de souligner qu'au moment où la crise éclate à Londres en décembre 1825, les nouveaux États latino-américains remboursent encore leurs dettes. Ce ne sont pas les États latino-américains qui ont déclenché la crise britannique. En revanche, au cours de l'année 1826, plusieurs pays doivent suspendre le remboursement (le Pérou et la Grande Colombie – Colombie, Venezuela, Équateur – et, en Europe, la Grèce), principalement parce que les banquiers leur refusent de nouveaux emprunts et parce que la détérioration de la situation économique et commerciale internationale

1. Voir Carlos Marichal 1989, p. 37-54.

2. Le nom complet est Barclay, Herring, Richardson & Co. À ne pas confondre avec la banque Barclays qui existe encore aujourd'hui.

diminue les revenus des États. Les États latino-américains n'ont pas provoqué la crise, par contre ils en ont subi les conséquences.

En 1828, tous les pays latino-américains indépendants étaient en suspension de paiement. Celle-ci s'est prolongée pendant une période de quinze à trente ans selon les pays. Il est important de préciser que cela ne signifie pas qu'aucun paiement n'a été effectué. Les gouvernements latino-américains ont maintenu des paiements partiels quand l'état de leurs finances le permettait. Mais, étant donné la très faible croissance économique internationale, le volume médiocre des exportations de matières premières ne permettait pas de réunir les devises suffisantes pour reprendre durablement les remboursements. Des négociations ont eu lieu de manière sporadique.

L'abc des emprunts

Des banquiers ou des courtiers de Londres émettaient pour le compte des États emprunteurs des titres souverains et les vendaient à la Bourse. La plupart du temps les titres étaient vendus en dessous de leur valeur faciale.

L'emprunt mexicain de 1824

En 1824, la banque B. A. Goldschmidt & Co. de Londres a vendu des titres mexicains d'une valeur faciale de 3,2 millions de livres sterling. Il ne fallait payer que 58 livres pour acquérir un titre d'une valeur de 100 livres. Le taux d'intérêt était de 5 %, ce qui donnait droit à recevoir 5 livres chaque année en échange d'un coupon à remettre à la banque. Une rente de 5 livres par an sur un investissement de 58 livres, cela donne un rendement réel de 8,6 %.

L'emprunt du point de vue du détenteur du titre

Les détenteurs étaient généralement des banquiers ou des rentiers. Si le Mexique payait régulièrement les coupons, il est probable que la valeur du titre sur le marché augmenterait. Le détenteur du titre qui l'avait acheté 58 livres pourrait le revendre à 70 livres. L'acquéreur